

L'ÉDITO DE CHARLES :

« **Wall Street, cette fois, devrait être inquiet !** »



Mes chères contrariées, mes chers contrariens !

J'ai emprunté le titre de cet édito à Barack Obama « himself » (« lui-même » en français, c'est juste pour montrer que je sais parler anglais et mon anglais est comme la confiture : moins on en a, plus on l'étale). Donc the president of the United States a dit lui-même que Wall Street, cette fois, devrait commencer à avoir peur...

Pour une fois qu'un président est aussi pessimiste que moi, je ne vais tout de même pas boudier mon plaisir.

Et là, je dois vous avouer que cette nouvelle journée de blocage a donné lieu à de multiples déclarations toutes aussi passionnantes les unes que les autres. Je garde évidemment la meilleure pour la fin, et vous comprendrez pourquoi surtout si vous avez lu l'édito d'hier intitulé « Le défaut global a-t-il commencé ? ».

## **Budget américain : pas de progrès, Obama se dit « exaspéré »**

John Boehner est le président républicain de la Chambre des représentants (il tient le rôle du méchant-méchant dans l'épisode 2 de la saison 3 de la série « The White House Shutdown »). Il s'exprimait aujourd'hui après sa rencontre avec le président Obama.

Selon l'AFP qui nous rapporte ce qui s'est passé, John Boehner (le méchant-méchant) a dit que « le président a répété une nouvelle fois qu'il ne voulait pas négocier » en parlant d'Obama (qui incarne le gentil-gentil).

Les troupes républicaines (les méchants-méchants qui veulent attaquer la croissance française, ce qui inquiète énormément notre Moscovivedivici national) s'opposent ouvertement à la réforme de l'assurance-maladie promulguée par M. Obama et refusent de voter un budget qui n'en supprimerait pas le financement.

Nouveauté du jour : figurez-vous, et vous allez être surpris car évidemment on ne pouvait s'y attendre (sauf pour ceux qui lisent *Le Contrarien Matin*), que ces vilains républicains « ont aussi menacé de lier

cette question à celle du relèvement du plafond de la dette, nécessaire selon le Trésor d'ici au 17 octobre ».

Eh oui mes chers amis, nous y allons tout droit. Comme je l'écrivais hier, il y a cette fois-ci très peu de chance que les républicains refusent de voter un budget pour laisser augmenter le plafond de la dette. Du point de vue des républicains, accepter l'Obamacare c'est remettre en cause le fonctionnement des USA... Depuis Roosevelt, les démocrates essaient de mettre en place un système général de santé... et depuis les années 30, ils échouent lamentablement. Une partie non négligeable des USA... ne veut pas devenir un pays « socialiste ». Comprenez par là que le respect du principe « marche ou crève » doit être respecté de façon intangible... Et c'est bien ces fondements-là que l'Obamacare remet en cause (vu d'ici, que l'on soit pour ou contre n'a aucune importance. Obama n'est pas le président du monde et c'est un problème de culture américaine difficilement compréhensible avec notre prisme européen).

Mais au-delà de la vision politique de ce que doit être ou ne pas être la société américaine, il demeure un réel problème économique et c'est un point d'achoppement majeur. Effectivement, l'Obamacare va coûter cher, très cher à la collectivité. Cela va nécessiter de nouveaux impôts, de nouvelles taxes fédérales. Ces coûts ne feront qu'augmenter au fur et à mesure que la crise économique s'aggrave et surtout que la population... vieillit ! Nos anciens coûtent cher, très cher en soins médicaux. Comme tous les pays, les USA sont confrontés à ce problème du vieillissement de la population et donc à cette augmentation des coûts qui, aujourd'hui, reposent essentiellement sur les gens eux-mêmes. Soit ils peuvent payer... soit pas. C'est aussi simple que ça. Toujours cette idée du marche ou crève et si vous ne pouvez pas payer vos soins et que vos enfants ne le peuvent pas non plus, ce n'est pas de la faute de l'État... c'est de votre faute à vous. C'est une logique. On y adhère ou pas, mais c'est celle des républicains.

Conséquence : si les républicains laissent passer cette loi et qu'ils reviennent aux affaires dans trois ans, effectivement la situation budgétaire américaine se sera considérablement dégradée. Pas de croissance, moins de rentrées fiscales, un poids colossal de la dette, des taux d'intérêt qui ne peuvent à terme que monter rendant la dette impayable et des coûts de financement de la santé pour tous qui vont inévitablement exploser avec l'arrivée à la retraite (donc dans la vieillesse) des classes d'âge les plus nombreuses.

Il y a peu d'intérêt pour les républicains de se retrouver dans cette situation dans 3 ans. Encore une fois, autant prendre les devants dès maintenant et mettre Obama devant ses propres choix.

### **Les démocrates inflexibles... pour le moment !**

D'après l'AFP, le chef de la majorité démocrate au Sénat, Harry Reid, a exclu de céder sur la réforme de la santé et a exhorté les républicains à adopter une loi budgétaire valable quelques semaines, le temps de trouver un accord plus large.

Quant au président Obama, il a indiqué devant la chaîne CNBC : « Évidemment, je suis exaspéré, parce que cette crise est complètement superflue et je ne négocierai pas avec mes adversaires sur un relèvement du plafond de la dette. »

C'est à ce moment-là qu'il a ajouté que « Wall Street, cette fois, devrait être inquiet » du blocage actuel. Barack Obama venait de s'entretenir avec ses vrais patrons à savoir les grands banquiers américains dont le plus grand chef Lloyd Blankfein, le pédégé de Goldman Sachs, et Brian Moynihan, le mamamouchi en chef de Bank of America. On ne sait pas trop ce qui a pu se dire lors de cette réunion mais comme vous tous, j'aurais bien aimé être une petite souris pour entendre ce qui s'est raconté dans le bureau ovale.

Nous saurons juste qu'à la sortie Lloyd Blankfein (le vrai patron du Monde), a indiqué que « s'il existe des précédents pour une paralysie de l'État, il n'y a pas de précédent pour un défaut. On peut discuter à nouveau de ces questions politiques (en parlant d'Obamacare) mais il ne faut pas avoir recours à la menace d'un défaut sur la dette comme moyen de pression ».

Je trouve cela très gentiment dit et, ma foi, somme toute particulièrement mou si Goldman Sachs était profondément opposée à une telle situation. Blankfein n'a pas été vraiment virulent à l'égard des méchants républicains qui mettent le monde entier en péril. Il faut dire que lui comme les autres ont de tels problèmes avec leurs bilans pourris qu'une petite faillite globale accompagnée de la fermeture des autorités de surveillance, et le tout avec une utilisation sans limite de la planche à billets de Ben

Bernanke, le patron de la FED, pourrait bigrement leur être utile... d'où sans doute ces propos plus que mesurés.

Un indice supplémentaire que la situation pourrait durer nous a été donné aujourd'hui avec l'annulation d'une visite prévue de Barack Obama le 11 octobre en Malaisie et une autre aux Philippines. Sa participation à d'autres sommets pourrait également être remise en cause.

Le défaut sur la dette « potentiellement catastrophique » pour le Trésor

Le Trésor américain avertit mercredi qu'un « défaut de paiement des États-Unis sur leur dette serait sans précédent et potentiellement catastrophique, avec un impact plus grave que la crise financière de 2008 ». Finalement, comme on a réussi à s'en sortir en 2008, je doute que cela soit un bon argument pour les républicains jusqu'au-boutistes.

Dans son rapport, le Trésor américain écrit que « le marché du crédit pourrait se geler, la valeur du dollar pourrait plonger et les taux d'intérêt américains pourraient monter en flèche conduisant à une crise financière et une récession qui pourrait rappeler les événements de 2008, voire pire ».

Le secrétaire au Trésor Jacob Lew a rajouté que « comme nous l'avons vu il y a deux ans, l'incertitude prolongée sur le fait de savoir si notre nation paiera à temps et en totalité ses obligations financières va nuire à notre économie. Retarder le relèvement du plafond de l'endettement jusqu'à la dernière minute est exactement ce dont notre économie n'a pas besoin ».

Pour notre Christine Lagarde nationale accessoirement directrice générale du FMI, « la paralysie budgétaire est déjà assez néfaste mais l'incapacité de relever le plafond de la dette serait pire encore, et pourrait non seulement gravement endommager les États-Unis mais également l'ensemble de l'économie mondiale ».

Enfin, pour notre Mario Draghi européen (le chef de la BCE), « si cette paralysie se prolongeait elle représenterait un risque pour les États-Unis et pour le monde ».

Mais ils me semblent eux aussi avoir presque du mal à cacher leur joie face à ces Américains dont la politique pourrait bien servir d'alibi général à tout le monde pour justifier la catastrophe économique en cours depuis 2007 et dont il faudra bien sortir par décisions courageuses.

## **La note du 27 septembre de BNP PARIBAS !**

Après ce petit tour d'horizon de la situation de blocage américaine, je vous ai gardé pour la fin cette note de BNP Paribas publiée le 27 septembre dernier par Alexandra Estiot, économiste. Elle y nuance parfaitement les risques liés à l'échéance du relèvement du plafond de la dette. Pour elle, « si le Congrès manque la date du 17 octobre, date à laquelle le Trésor déclare qu'il arrivera à court de liquidités, un vote interviendrait peu après. La période de blocage serait donc trop courte pour générer des dégâts irréversibles.

Par ailleurs, si le plafond de la dette ne pouvait être relevé, le Trésor ne ferait pas défaut : pour couvrir les tombées de dette, il suffirait que les investisseurs acceptent de renouveler leurs positions, et la FED aurait toujours la possibilité de se positionner en soutien. »

Voilà qui est extrêmement intéressant car pour la première fois et ce depuis quelques jours, il est évoqué dans les milieux financiers que finalement, ne pas relever le plafond de la dette ne serait pas la catastrophe absolue... Il suffit juste que les investisseurs acceptent de renouveler leur position... C'est assez simple, vous en conviendrez.

Sauf que cela reviendrait à obliger les investisseurs et les épargnants à conserver des obligations dont ils veulent se séparer. Dans ce cas, il n'y a absolument pas défaut. Votre argent et votre épargne seront juste pris en otage. En Argentine, en 2001, cela avait pris le doux nom de « corralito » et ce fut le prélude à l'effondrement de ce pays... Mais surtout, surtout n'achetez pas d'or, laissez votre argent à la banque, et souscrivez un peu plus dans votre contrat d'assurance... Vous pouvez aussi prendre vos précautions. Il ne vous reste plus que 13 jours pour vous préparer et vous devez absolument vous demander ce que vous devez faire pour vous assurer un minimum de confort et de ressources au cas où... la sagesse tant attendue ne l'emporterait pas cette fois.

À demain... si vous le voulez-bien !!

[Article déclarations Obama AFP](#)

[Article de BFM Tv mentionnant la note du 27 septembre de BNP Paribas](#)

---

## France : Rafale : la mort d'un négociateur clé pourrait retarder le contrat avec Dassault



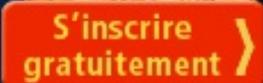
Pas de chance pour Dassault, alors que le groupe français était peut-être sur le point de vendre enfin quelques exemplaires de son rafale, *Le Monde* nous apprend qu'un « haut responsable du ministère indien de la défense, particulièrement impliqué dans la négociation du contrat d'achat des chasseurs de Dassault est mort mercredi 2

octobre d'une crise cardiaque, ce qui pourrait ralentir les discussions en vue de la signature d'un contrat ».

Zut alors... Si les crises cardiaques s'en mêlent, le rafale n'est pas près de trouver des acheteurs.

[Lire l'article complet du Monde ici](#)

---

 Pour vos placements **en or physique** avec garde en coffres 

---

## France : Un livre acheté sur Amazon coûtera bientôt plus cher



Amazon ne pourra bientôt plus cumuler la réduction de 5 % autorisée sur le prix d'un livre et la gratuité des frais de port.

Amazon respectera donc le prix unique du livre. Droite et gauche ont uni leurs voix pour adopter ce texte déposé par l'UMP et amendé par le gouvernement. Il devra maintenant passer au Sénat.

Le lobbying des

libraires a donc fonctionné, et avant le lobbying des maisons de disques par exemple qui ont su faire adopter Hadopi. Mais il ne faut pas s'y tromper, tout cela est un combat d'arrière garde et montre bien à quel point ceux qui bénéficient de positions historiques ne se remettent pas en cause mais font tout pour empêcher l'arrivée de nouveaux entrants.

Le véritable problème d'Amazon ce n'est pas la gratuité des frais de port, le véritable problème c'est que cette entreprise est basée au Luxembourg, un paradis fiscal et qu'elle ne paie aucun impôt ou presque sur les bénéfices... mais ce problème ne sera pas attaqué. Non, on préfère in fine faire payer les consommateurs, car ceux qui ont un libraire à côté de chez eux ne vont pas chez Amazon, les gens qui habitent la campagne eux si, car souvent le premier libraire sans beaucoup de choix peut se trouver à plus de 50 km... C'est eux qui paieront et ce n'est pas de nature à réduire la « fracture culturelle ».

Encore une mesure stupide de technocrates soumis aux lobbies de toutes sortes.

Charles SANNAT

[Lire l'article entier du Parisien sur ce sujet ici](#)

---

## France : Noyer : des conséquences sur l'économie mondiale si le blocage budgétaire aux USA persiste



Cet article des Échos nous apprend que le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, » a estimé jeudi que l'actuel blocage budgétaire aux États-Unis pourrait avoir des conséquences négatives sur l'économie mondiale, s'il devait durer au-delà de « quelques jours ».

« Nous avons un événement qui crée un risque sérieux pour la

croissance américaine. Si ça dure quelques jours, ce ne sera sans doute pas très grave, ce sera vite rattrapé car c'est une économie flexible. Si ça devait durer trop longtemps, il y a un vrai risque de ralentissement économique ».

« Compte tenu de l'importance de l'économie américaine, c'est un risque mondial », a-t-il insisté.

Il a fini par conclure sur un optimiste : »Je n'ose pas imaginer un défaut de paiement américain. »

Voilà qui va définitivement bien servir à tout le monde si cela se passe pour justifier toutes les mesures exceptionnelles qui devraient être prises dans de tels cas.



**VERACARTE)))**

*“Mon or, ma carte, ma monnaie,”*

A tout moment, partout dans le monde, en toute sécurité, VOTRE ÉPARGNE OR EST IMMÉDIATEMENT DISPONIBLE !

MasterCard

Inscription exclusivement sur [www.veracarte.com](http://www.veracarte.com)

## Europe : La BCE maintient sa politique monétaire accommodante



PARIS, 2 octobre – La Banque centrale européenne (BCE) a laissé mercredi son principal taux directeur inchangé à 0,5 %, à l’issue d’une réunion sur sa politique monétaire à Paris.

« Basée sur notre analyse économique et monétaire régulière, nous avons décidé de laisser le principal taux directeur de la BCE inchangé », a

déclaré mercredi le président de la BCE, Mario Draghi, lors d’une conférence de presse.

Le taux d’intérêt des opérations principales de refinancement de la BCE reste, depuis mai dernier, à 0,5 %, son niveau le plus bas historique. Ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront aussi inchangés, à respectivement 1 % et 0 %.

Selon M. Draghi, les perspectives d’inflation dans la zone euro sont faibles, la reprise de l’activité économique est progressive mais fragile, avec des risques orientés à la baisse.

« Les taux d’intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée », a poursuivi M. Draghi.

« Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d’une inflation globalement modérée, compte tenu

de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire », a-t-il dit.

Le Conseil des gouverneurs de la BCE a tenu mercredi à Paris ses discussions mensuelles sur la politique monétaire, conformément à sa tradition de se réunir deux fois par an en dehors de Francfort (Allemagne).

« Utiliser tous les instruments disponibles »

M. Draghi a réaffirmé que son institution s'apprête à « utiliser tous les instruments disponibles », y compris une opération de refinancement à long terme (LTRO), pour soutenir à court terme le marché de crédit dans la zone euro.

« Nous avons un vaste éventail d'instruments (...) nous n'excluons aucune option », a souligné M. Draghi, en répondant à une question posée par la presse.

En septembre dernier, M. Draghi avait assuré que la BCE maintiendrait sa politique monétaire actuelle, c'est-à-dire « accommodante », aussi longtemps que nécessaire. Il avait signalé alors que son institution pourrait relancer une opération de refinancement à long terme en faveur des banques de la zone euro.

À Paris, le président de la BCE a aussi renouvelé son appels aux gouvernements de la zone euro pour « intensifier résolument leurs efforts visant à mettre oeuvre les réformes structurelles ».

L'annonce de M. Draghi correspond aux attentes des marchés. « Le ton de la conférence de presse était exactement le même qu'en septembre. Le Conseil des gouverneurs conserve un biais baissier. Il sera prêt à agir si le besoin d'une politique encore plus accommodante se fait sentir », ont indiqué les analystes de la banque BNP Paribas dans une note.

Un risque de la part des États-Unis

L'actuelle paralysie budgétaire aux États-Unis « est un risque, si elle perdure (...), il s'agit d'un risque non seulement pour l'économie américaine, mais également pour l'économie mondiale », a commenté M. Draghi. « Mais nous n'avons pas cette impression pour l'instant. »

Des agences « non essentielles » du gouvernement fédéral américain avaient été fermées mardi, faute de consensus au Congrès entre élus démocrates et républicains sur le budget 2014. Ce blocage institutionnel devrait mettre au chômage technique quelque 800 000 fonctionnaires américains.

Le bras de fer entre républicains et démocrates intervient, alors que le Congrès devra voter le relèvement du plafond de la dette fédérale d'ici deux semaines. Faute d'accord, l'État fédéral américain ne pourra plus s'endetter, sous peine d'illégalité. Selon des estimations, le gouvernement fédéral américain pourrait commencer à faire défaut sur une partie de ses obligations entre le 18 octobre et le 5 novembre.

Agence de Presse Xinhua

---

## **USA : La paralysie budgétaire américaine pourrait affecter l'économie mondiale (Draghi)**



PARIS, 2 octobre – La paralysie budgétaire aux États-Unis menacerait non



seulement la reprise de l'économie américaine, mais aussi celle de l'économie mondiale, a indiqué mercredi le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi.

L'actuelle paralysie budgétaire aux États-Unis « est un risque, si elle perdure (...), il

s'agit d'un risque non seulement pour l'économie américaine, mais également pour l'économie mondiale », a affirmé M. Draghi, lors d'une conférence de presse à Paris.

« Mais nous n'avons pas cette impression pour l'instant », a reconnu M. Draghi, en réponse à une question posée par la presse.

Des agences « non essentielles » du gouvernement fédéral américain avaient été fermées mardi, faute d'accord au Congrès entre élus démocrates et républicains sur le budget 2014. Ce blocage institutionnel devrait mettre au chômage technique quelque 800 000 fonctionnaires américains.

Le bras de fer entre républicains et démocrates intervient, alors que le Congrès devra voter le relèvement du plafond de la dette fédérale d'ici deux semaines. Faute d'accord, l'État fédéral américain ne pourra plus s'endetter, sous peine d'illégalité. Selon des estimations, le gouvernement fédéral américain pourrait commencer à faire défaut sur une partie de ses obligations entre le 18 octobre et le 5 novembre.

Agence de Presse Xinhua

---

## Or et Argent : Argent : quelles pièces faut-il favoriser pour un bon investissement ?



Il y a quelques mois, la Royal Mint canadienne annonçait une restriction de ses ventes de Maple Leaf en argent. Une annonce qui suivait celle, un peu plus tôt, de la Monnaie américaine concernant la vente de ses Silver Eagle. Le succès des pièces nord-américaines ne se dément donc pas... et c'est bien révélateur des perspectives

d'investissement de l'argent. Pour diversifier son épargne, l'argent apparaît de plus en plus comme une valeur refuge complémentaire à l'or.

### Un métal qui se raréfie... encore plus que l'or

La Philharmonique de Vienne, dans sa version argent, est également une pièce très recherchée.

Pour comprendre la valeur grandissante de l'argent, il faut commencer par se pencher sur son extraction. La quantité d'argent produite à ce jour est évaluée à plus de 155 000 tonnes. Il en existe de grandes quantités à la surface de la terre, bien plus que l'or : une quantité estimée à 100 000 tonnes, dont la moitié seulement pourrait être extraite.

Au vu des milliers de tonnes d'argent, on pourrait penser que le métal ne connaîtra jamais la raréfaction. Pourtant, il risque de devenir rare plus vite qu'on ne le pense : l'argent n'est que très peu recyclé. C'est un métal « qui se consomme », et des milliards d'onces d'argent ont déjà été enfouies avec d'autres déchets. Les coûts de recyclage sont plus élevés que pour l'or ou le cuivre. Résultat, l'argent, très demandé par le secteur industriel, va finir par se raréfier doucement. Et à la raréfaction du métal et au coût, on pourra ajouter les coûts de plus en plus élevés d'extraction.

## **Petit placement deviendra grand**

Investir dans l'argent métal pourrait bien se révéler payant dans les années à venir. Pour plusieurs raisons : d'abord parce la demande du secteur industriel sera toujours aussi forte, pour un métal qui deviendra plus rare. L'argent est en effet un excellent conducteur, un métal qui résiste bien à la corrosion et qui est plus solide que l'or. Il est très utilisé dans l'électronique, la téléphonie, les applications médicales ou encore l'industrie automobile. Autant de secteurs qui sont toujours en plein développement ! Ensuite parce que l'argent, compte tenu des coûts de recyclage et de la raréfaction des ressources, pourrait être considéré comme une matière première non recyclable. Avec un effet immédiat sur le cours de l'argent !

Parmi les métaux précieux, l'argent joue d'ailleurs le même rôle que l'or, bien qu'il soit souvent moins bien considéré. Il a aussi été une monnaie, et le métal reste d'ailleurs recherché pour la valeur de ses pièces. En France, les dernières pièces de 5 Francs en argent ont été émises jusqu'en 1969 : avec un titre de 835 ‰, elles valent aujourd'hui bien plus que les baguettes qu'elles pouvaient acheter !

## **La Hercule française au cœur des collectionneurs, mais pas seulement**

La 5 Francs Semeuse est d'ailleurs, aujourd'hui, l'une des pièces vers laquelle les investisseurs peuvent se tourner. Largement frappée entre 1959 et 1969, elle se retrouve facilement en état splendide, probablement à cause d'une thésaurisation massive au moment du passage au nouveau franc... et du passage à l'euro. Elle présente aussi un avantage de taille quand il s'agit d'investissement : démonétisée en 1980, elle est assujettie à la TVA sur la marge d'achat, et bénéficie à la revente des mêmes avantages que les pièces d'or d'investissement.

C'est également le cas de deux pièces particulièrement recherchées par les Français : la Hercule 10 Francs et la Hercule 50 Francs. Avec un titre de 900 ‰, elles ne contiennent que quelques grammes de cuivre, utilisés pour rendre la pièce plus solide. Sur l'avvers, au lieu de la Semeuse de la pièce de 5 Francs, on retrouve la figure mythologique d'Hercule, entouré des figures de la Liberté et de l'Égalité. C'est d'ailleurs lui qui donne son nom à ces pièces. Et pourquoi sont-elles chères aux Français ? Parce qu'en plus de leur valeur sentimentale – ces pièces étaient d'ailleurs bien souvent des cadeaux familiaux -, leur titre garantit une valeur grandissante dans les années à venir.

La figure d'Hercule, c'est aussi celle que l'on retrouve sur les pièces de 10 € argent, éditées par la Monnaie de Paris. Mais attention : avec un titre de 500 ‰ beaucoup plus faible, ce sont des pièces qui prendront peut-être de la valeur pour les collectionneurs... mais qui auront beaucoup moins de valeur métal.

## **Silver Eagle, Maple Leaf : à quoi doivent-elles leur succès ?**

Un titre pur et un capital confiance, comme pour les Hercule françaises : c'est ce qui fait le succès des Silver Eagle américaines et des Maple Leaf canadiennes. À tel point qu'au début de l'année 2013, la Monnaie américaine et ensuite la Royal Mint canadienne ont restreint les ventes de leurs pièces d'argent.

Pénurie de pièces physiques, ou une mauvaise évaluation de la demande de leurs acheteurs : toujours est-il qu'à cause de cette restriction, les Monnaies américaine et canadienne ont dû faire face à une demande encore plus forte des acheteurs habituels. Et cela a pu entraîner une hausse de la prime sur ces pièces, notamment en Amérique du Nord pour des pièces «

locales »...

Les Silver Maple Leaf et les Silver Eagle une once, avec leur titre de 999,90 ‰ particulièrement avantageux, sont très réputées. Mais ce ne sont pas les seules : la Philharmonique une once est aussi une pièce d'investissement beaucoup demandée en Europe. Selon le World Gold Council, la Philharmonique de Vienne dans sa version argent était d'ailleurs la plus vendue dans le monde en 1992, en 1995 et en 1996. Des références à connaître quand il s'agit d'acheter les bonnes pièces... pour ne pas louper le coche !

[Pour profiter de tous les liens interactifs veuillez vous connecter ici !!](#)

---

## Immobilier : Immobilier : la baisse modérée des prix perdue en Île-de-France



La baisse des prix se confirme, c'est en tout cas ce qui ressort des derniers chiffres des notaires.

Les prix à Paris sont redescendus à leurs niveaux de décembre 2012 et sont, sur un an, en baisse modérée de 1 % dans toute la région.

Charles SANNAT

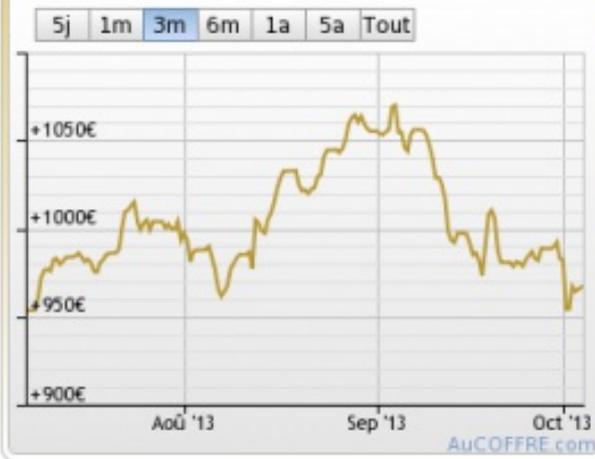
p>

href= »<http://www.boursorama.com/actualites/immobilier-la-baisse-moderee-des-prix-perdue-en-le-de-france-6c779d44e1e3a8859745bffc92e17b5e> »  
target= »\_blank »>Lire un article complet ici

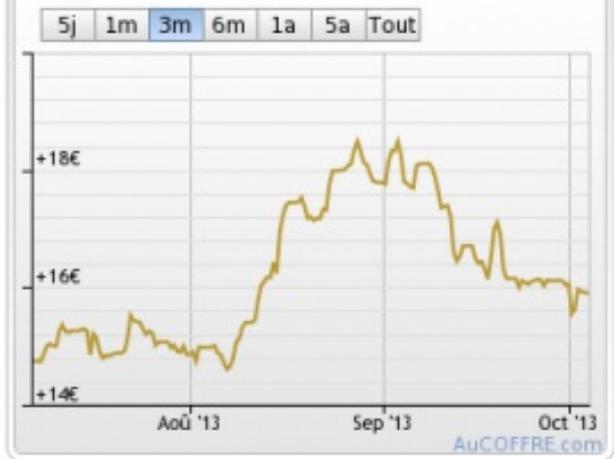
---

**Cotation du Vendredi 4 octobre 2013 à 12h00**

Évolution once or ↓ 967.03 EUR/Once



Évolution once argent ↓ 15.89 EUR/Once



EUR  
USD  
GBP  
CHF

## Catégories Phares

▷  20 Dollars US (Double Eagle)	1 081.50 € Prime : 15.98%
▷  20 Francs Suisse	195.08 € Prime : 8.09%
▷  50 Pesos Mexicain	1 191.79 € Prime : 2.21%
▷  Demi-Napoléon 10 Francs	104.53 € Prime : 15.66%
▷  Krugerrand 1 once	1 016.18 € Prime : 5.09%
▷  Napoléon 20 Francs	193.38 € Prime : 7.15%
▷  Souverain	234.84 € Prime : 3.13%
▷  Souverain Elisabeth II	236.82 € Prime : 4.00%
▷  Vera Valor 1 once (LSP)	1 034.50 € Prime : 7.00%

[Voir toutes les cotations »](#)

AuCOFFRE.com